

Fiche technique

Date de création	28/05/2021
Actif net (en millions €)	33 044 391
Devise de cotation	Euro
Affectation des résultats	Capitalisation
Valorisation	Hebdomadaire
Durée de placement recommandée	Sup. à 4 ans
Droits d'entrée maximum	1,00%
Commission de rachat	Néant
Frais de gestion maximum	1,794% TTC
Heure limite de souscription	vendredi à 9h
Valeur liquidative en fin de mois	110,02 €
ISIN	FR0014002ZC3

Politique d'investissement

Le FIA Bordier Global Balanced a pour objectif d'offrir une performance nette de frais liée à l'évolution des marchés actions et taux, sur la durée de placement recommandée. Cette forme de stratégie de gestion ne requiert pas d'indicateur de référence. Toutefois, la performance du FIA pourra être rapprochée de celle du : CNO-TEC 10 + 2%. Afin de réaliser l'objectif de gestion, le gérant utilise de façon discrétionnaire une gestion dynamique et flexible en instruments financiers directement (obligations et autres titres de créance, obligations convertibles, actions et titres assimilés, etc) ou via des OPCVM et FIA.

Performances	1 mois	YTD	Volatilité 1Y
Bordier Global Balanced	2,04%	3,68%	6,63%
Niveau actuel du benchmark (CNO-TEC 10 + 2%)		5,67%	

Profil de risque



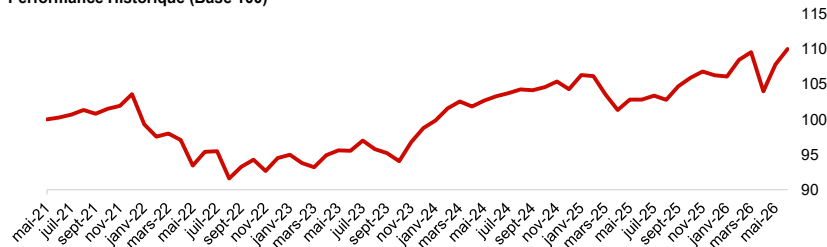
Allocation d'Actifs

Actions	46,53%
Obligations	32,31%
Placements alternatifs	17,80%
Monétaires et liquidités	3,29%
Matières premières	0%

Allocation de la poche obligataire

Souverains	0,0%
Investment Grade	21,8%
High Yield	7,5%
Emergent	3,0%

Performance Historique (Base 100)



Allocation géographique de la poche actions

Etats-Unis	18,8%
Europe (incl. UK)	20,2%
Marchés émergents	5,4%
Suisse	2,1%
Chine	0,0%
Japon	0,0%

Allocation devises

EUR	93,0%
USD	7,0%
CHF	0,0%
GBP	0,0%

Allocation sectorielle de la poche actions

Technologies de l'information	14,8%
Finance	9,8%
Consommation discrétionnaire	10,3%
Soins de santé	7,3%
Industrie	28,5%
Services de communication	8,9%
Consommation de base	2,3%
Matériaux	12,6%
Energie	0,9%
Immobilier	0,2%
Services aux collectivités	4,4%

Commentaire de gestion

Le scénario central adopté par le marché mondial des actions repose sur une lecture optimiste du dénouement de la crise dans le Golfe. Depuis l'annonce de la trêve des armes le 8 avril dernier, les investisseurs continuent d'anticiper une désescalade militaire.

Ils parient sur la conclusion d'un accord de paix entre les belligérants, qui permettra la réouverture du détroit d'Ormuz et une nette décade du prix du pétrole.

Depuis ses points les plus hauts autour de 120 \$ à la fin du mois d'avril, le cours du baril s'est nettement détendu de près de 20%, mais il demeure encore très volatile et prompt à réagir avec une extrême nervosité aux informations contradictoires qui entourent les négociations.

Le niveau du prix du pétrole est la variable clé que scrutent les marchés, car il détermine à la fois l'évolution de l'inflation et celle des taux longs. Si le conflit devait se prolonger dans le temps, l'inflation, principalement portée par les prix de l'énergie, pourrait se propager dans l'ensemble de l'économie. Ce risque s'est matérialisé par une forte remontée des taux à 10 ans, autour de 3% en zone euro et au-dessus de 4,5% aux Etats-Unis.

Cette poussée inflationniste (3% en zone euro et proche de 4% aux Etats-Unis) intervient alors que la conjoncture est déjà fort dégradée de part et d'autre de l'Atlantique, puisque la croissance est quasiment nulle en zone euro au premier trimestre et vient d'être révisée à la baisse (+1,6% après une projection initiale plus optimiste de +2%) en Amérique.

On peut redouter que la hausse du prix du pétrole se traduise par un effet plus récessif qu'inflationniste sur les économies occidentales. C'est ce qu'illustre la situation de la France, dont le PIB ressort en baisse de 0,1% au premier trimestre tandis que les enquêtes réalisées auprès des ménages et des entreprises pointent une nouvelle dégradation au deuxième trimestre. A ce rythme-là, la croissance de la France sera inférieure à 0,5% pour l'ensemble de l'année 2026 (après +0,9% en 2025).

C'est dans cet environnement marqué à la fois par une hausse assez vigoureuse des prix (mais pour des motifs exogènes) et un coup de frein porté à l'activité que les banques centrales doivent tenir dans quelques jours leurs réunions de politique monétaire (il y en a une tous les mois et demi environ) pour décider d'un éventuel ajustement des taux directeurs afin de s'adapter à cette nouvelle donne.

Le consensus s'attend très largement à ce que la BCE réagisse à cette poussée inflationniste en donnant un « tour de vis » dès le mois de juin, pour la première fois depuis douze mois. D'autres hausses pourraient suivre si nécessaire - une position jugée inadaptée par de nombreux économistes qui la jugent largement contracyclique.

En revanche, la FED devrait de nouveau laisser ses taux inchangés, comme ce fut le cas lors des trois dernières réunions. Il ne devrait plus être question de futures baisses de taux, au moins avant la fin de l'été. Le successeur de Jerome Powell, Kevin Warsh, expliquera peut-être qu'il ne s'agit que d'un simple décalage dans le calendrier. La poursuite de l'assouplissement monétaire pourrait être reconsidérée une fois apaisées les tensions sur les prix de l'énergie.

En amont de ces décisions, les indices boursiers ont poursuivi en mai le parcours étonnamment binaire qui prévaut depuis la fin mars, qui distingue ceux qui sont exposés au thème de l'intelligence artificielle et ceux qui ne le sont pas, ou pas assez.

Dans ce contexte, rivaliser avec leurs équivalents américains relève de l'impossible pour les indices européens : l'indice Stoxx 600 (Europe+ Suisse + UK) ne comprend que 8,5% de valeurs technologiques quand le S&P 500 en compte 42%. En zoomant un peu plus sur le sous-secteur des semi-conducteurs, celui-ci ne pèse que 3,5% en Europe contre 18% aux Etats-Unis.

La vulnérabilité énergétique du Vieux Continent ajoute une ombre supplémentaire à ce funeste tableau, puisque plus de 90% du pétrole et du gaz qui y sont consommés sont importés.

Depuis le début du mois avril, les indices américains enchaînent les records : en huit semaines, le S&P 500 gagne près de 20% quand le Nasdaq bondit de 30%. Le Russell 2000, qui recense les petites et moyennes valeurs de croissance domestiques s'adjuge également 20%. Face à ces gains spectaculaires, le Stoxx 600 fait pâle figure sur la même période (+8%), tout juste un peu mieux que le CAC 40 (+5%).

La concentration du marché américain est à son paroxysme, avec une poignée de valeurs technologiques qui reflètent plus de 70% de la hausse des indices. Les investisseurs, en particulier les petits épargnants américains très aguerris à la prise de risques, s'arrachent des valeurs dont les récentes publications de revenus et de résultats rassurent, parce qu'elles offrent de la visibilité et de la rentabilité, donc des promesses de performances futures.

Les mêmes délaissent le reste de la cote, à telle enseigne qu'un indice S&P 500 privé de sa composante tech ressortirait en baisse de 1% depuis le 1er janvier, le signe que des pans entiers de l'économie sont sous pression.

La dynamique de marché ignore clairement la guerre et la puissance du récit draine les flux d'achat au profit d'un seul secteur.

Pour autant, le marché a-t-il « dépassé les bornes », comme le pense Michael Burry, le financier qui a bâti sa réputation sur la dénonciation des montages boursiers qui ont conduit à la grande crise de 2008 ?

Pour l'heure, les résultats flatteurs et les promesses de rentabilité soutiennent les cours. Il faut aussi noter qu'ils s'inscrivent dans un environnement macro-économique encore relativement bien orienté et dans une phase de marché boursièrement dopée par la perspective d'introductions en bourse d'acteurs du secteur technologique. Les valorisations évoquées en amont de ces opérations feraient entrer directement ces sociétés dans le club très fermé des sociétés (toutes américaines) dont la capitalisation boursière excède 2.000 Mds \$.

Patrick Guérin (achevé de rédiger le 01 juin 2026)